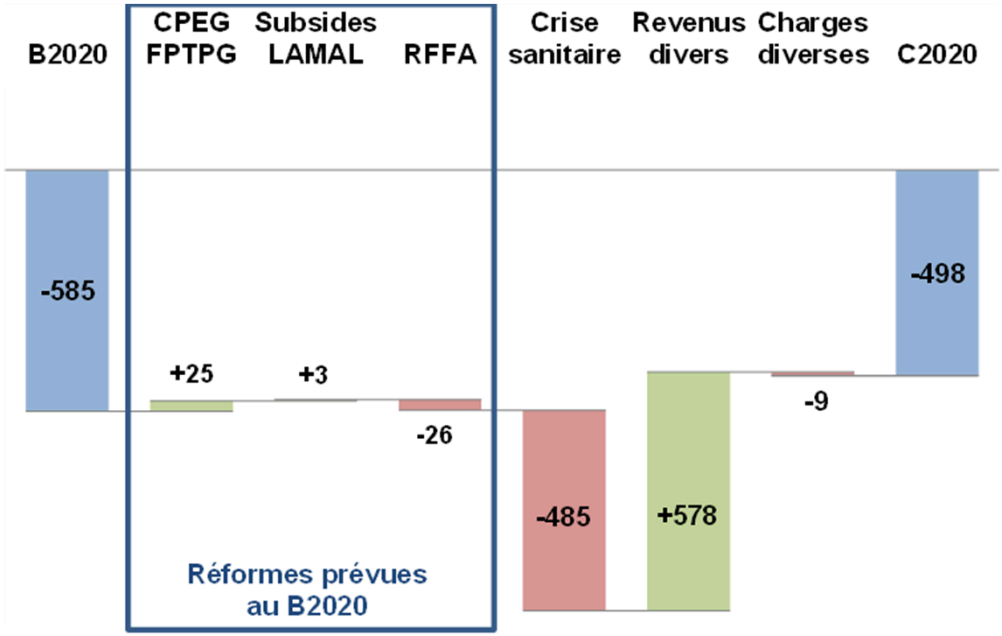
Comptes 2020

REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

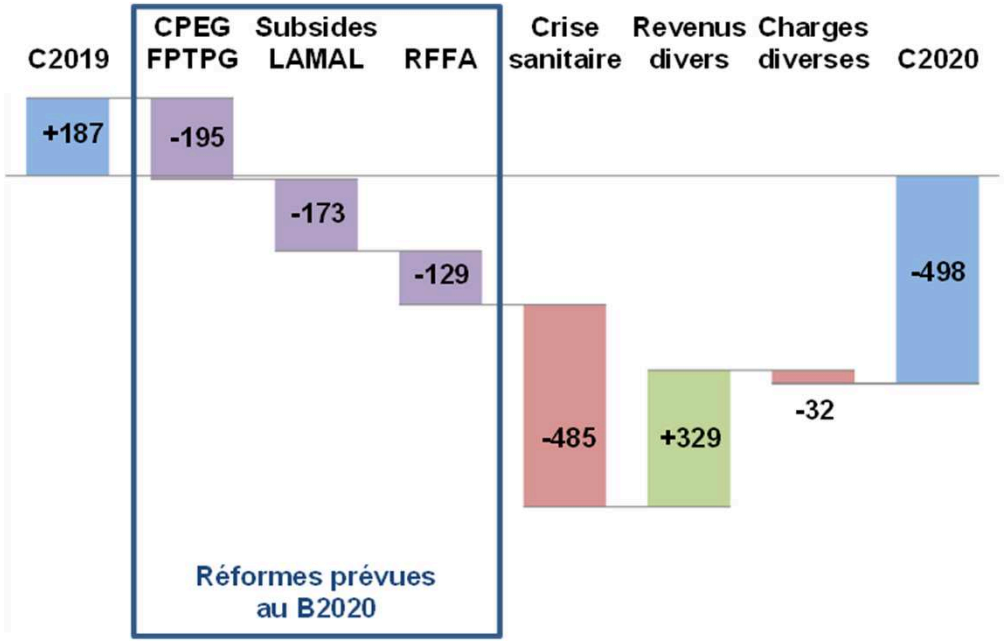
Conseil d'Etat

Résumé budget à comptes 2020



- **Différence entre budget et comptes:** 87 millions
- **Crise sanitaire:** 485 millions, dont 107 millions de perte de revenus
- **Revenus supplémentaires non prévus au budget:** principalement impôts (+427 millions), dus en grande partie à des correctifs des années précédentes, ainsi que versement de la BNS (+117 millions)
- **Dépenses conformes au budget** hors effet COVID

Résumé comptes 2019 à comptes 2020



- **Coût des réformes :** 497 millions (prévisions B2020: 499 millions)
- **Crise sanitaire:** 485 millions, dont 107 millions de perte de revenus
- **Revenus supplémentaires par rapport à 2019 :** dont impôts hors effets COVID et RFFA (+224 millions) et versement de la BNS (+78 millions)

Effets de la crise sanitaire sur les comptes 2020

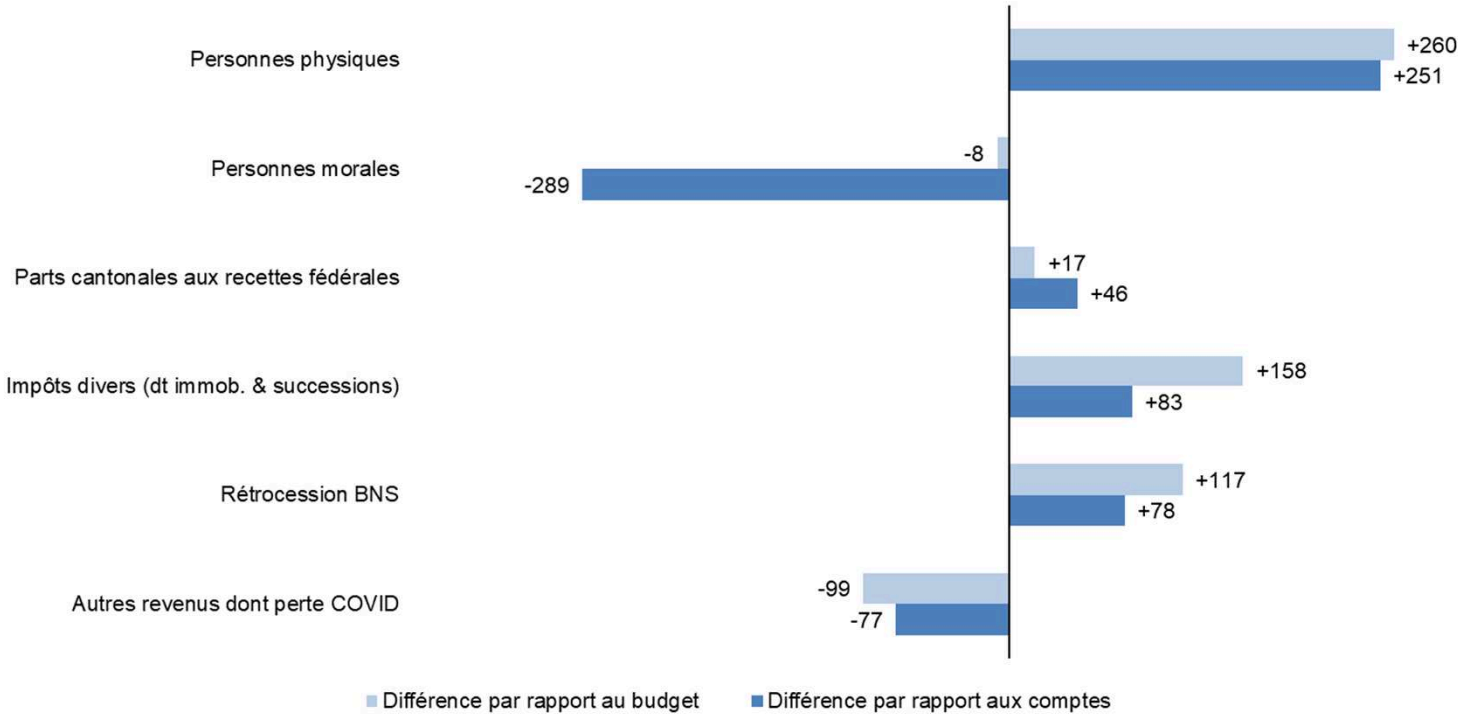
	MARS – MAI 1ère vague - confinement	JUIN – SEPTEMBRE assouplissements	OCTOBRE – DECEMBRE 2ème vague – fermetures	31 DEC.
AIDES A FONDS PERDUS :				
	culture, dirigeants, bailleurs, formation, précarité	alimentaire, viticulteurs, tourisme, établissements nocturnes	établts nocturnes, charges sociales, bailleurs, restaurants, dirigeants, précarité, commerces, cas de rigueur	**138 MIOS**
SUBVENTIONS SUPPLEMENTAIRES :				
	aucune	HUG	HG, EMS, EPI, HUG, cliniques TPG, CGN, CFF, SMGN	**232 MIOS**
AUTRES :				
	Charges diverses : postes supplémentaires (contact tracing), matériel de protection			**8 MIOS**
	Pertes de revenus : mesures fiscales, pas de rétrocession de bénéfice de l'Aéroport			**107 MIOS**
TOTAL PERTE NETTE AU RESULTAT				**485 MIOS**
TOTAL PRÊTS AUX ENTREPRISES A L'ACTIF DU BILAN				**23 MIOS**

Cadre économique 2020

- **Forte contraction de l'économie** estimée à -3.3% (Suisse) et -3.5% (Genève), sous l'effet de la crise sanitaire doublée d'une crise économique
- **Economie particulièrement exposée à Genève**, notamment en raison de l'importance du tourisme d'affaires et de la Genève internationale
- **Des secteurs très touchés :** hôtellerie, restauration, transport aérien, commerce non alimentaire, services de proximité, culture, sport ainsi qu'événementiel
- **Secteurs moins affectés** : horlogerie et bijouterie (renforcement de la demande asiatique), négoce international en phase de reprise
- **Chômage** en hausse à 4.9%

Evolution des revenus

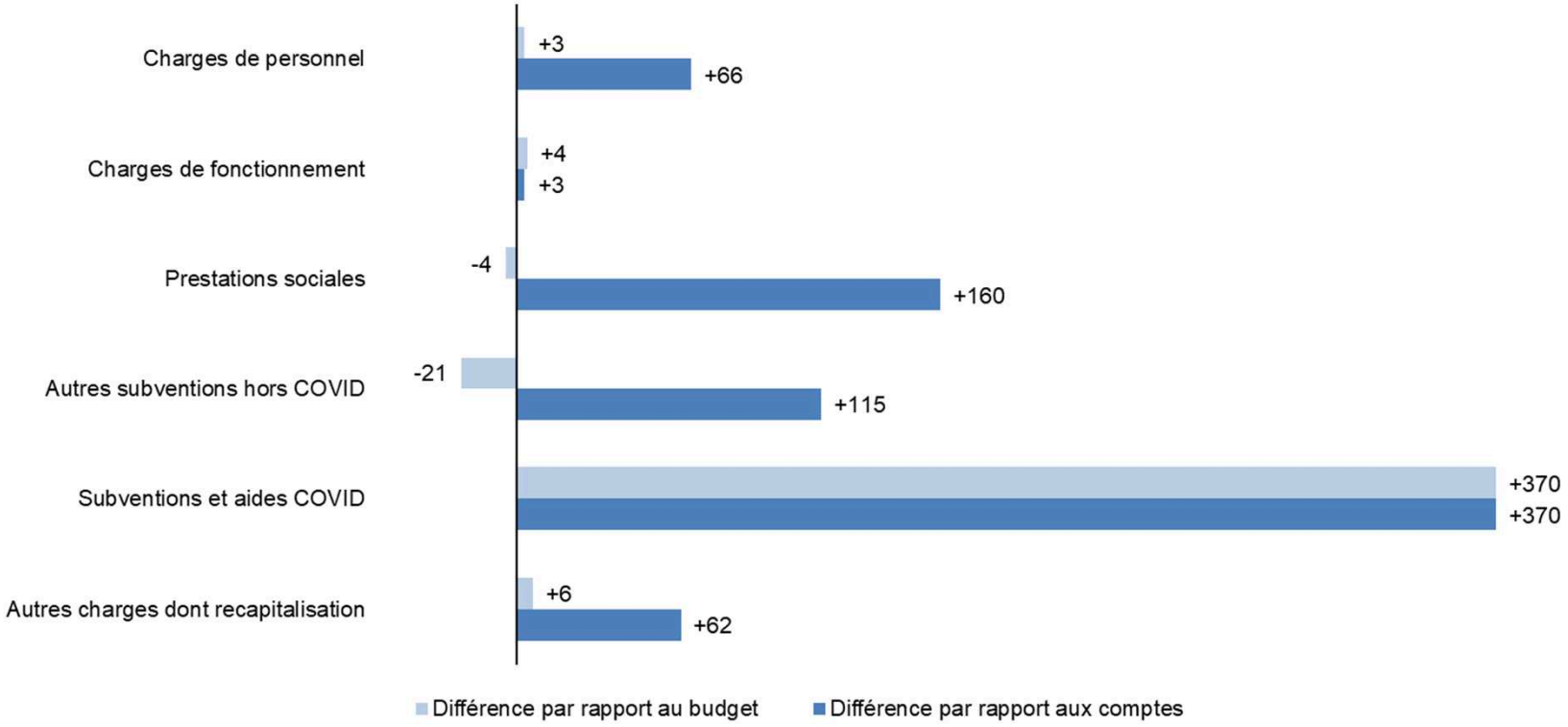
+5.2% par rapport au budget et +1.0 % par rapport aux comptes



- **Evolution favorable des impôts par rapport aux estimations budgétaires (correctifs des années précédentes):** 427 millions de plus qu'au budget (+6.1%), mais contraste entre l'évolution personnes physique et des personnes morales
- **Versement de la BNS:** +117 millions
- **Autres revenus:** pertes COVID estimées à 107 millions

Evolution des charges

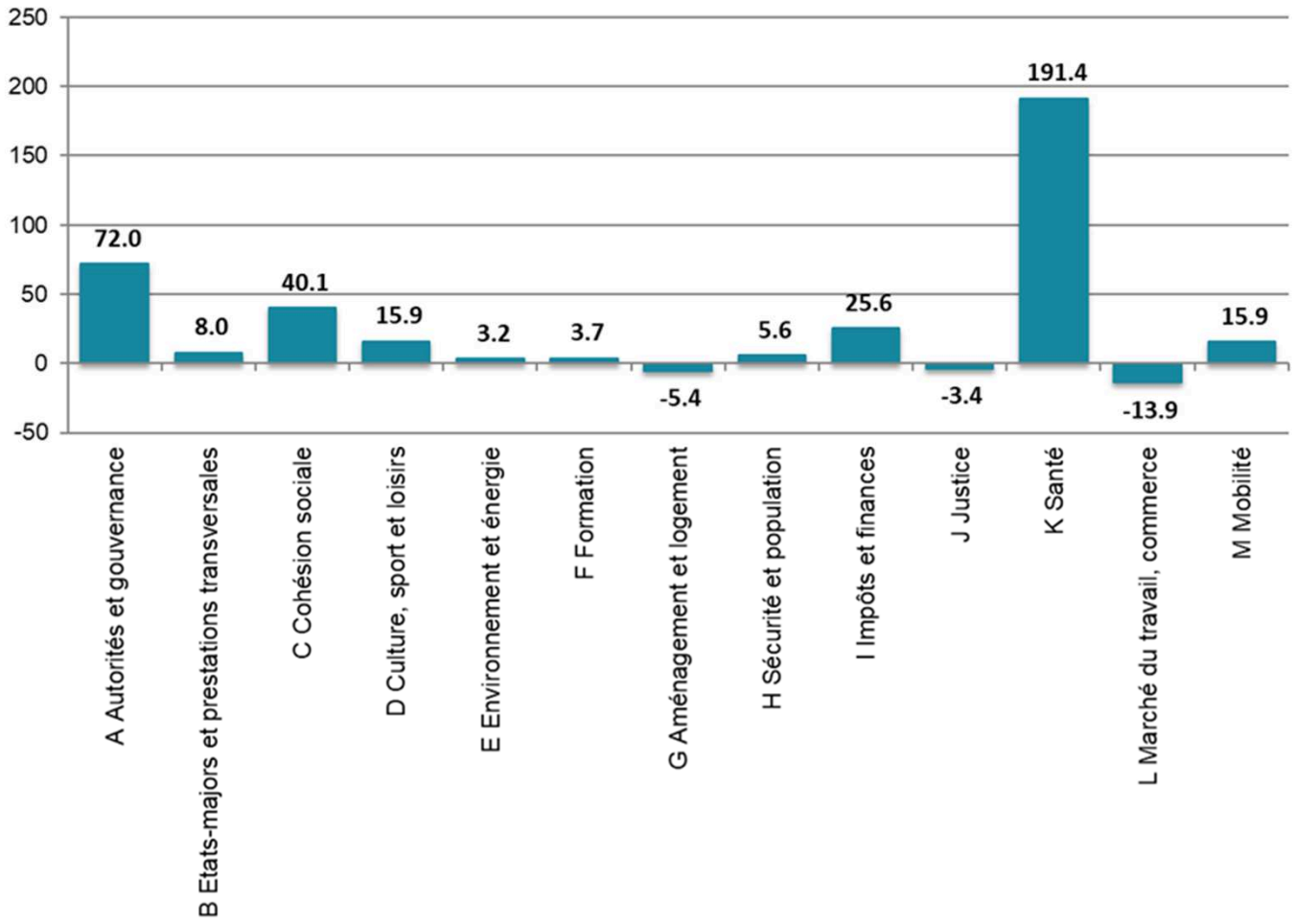
+3.9% par rapport au budget et +8.9% par rapport aux comptes



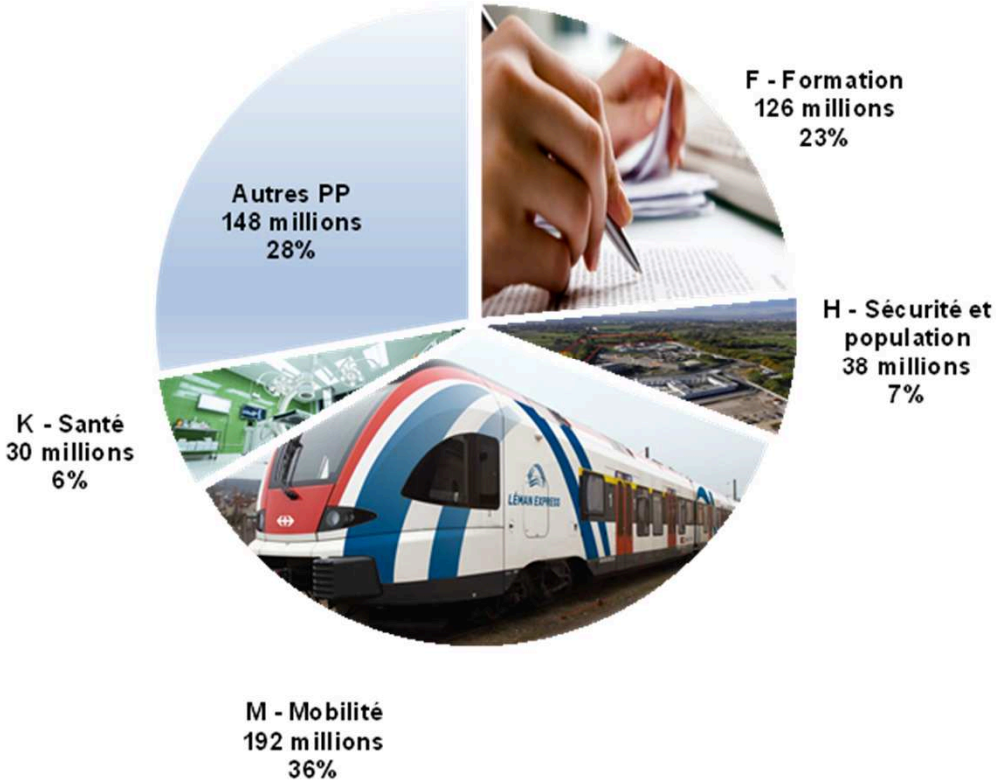
- **348 millions** de charges supplémentaires par rapport au budget 2020
- La majeure partie de ce dépassement s'explique par les subventions et aides COVID

Charges par politique publique

Variations entre les comptes 2020 et le budget 2020 (en millions)



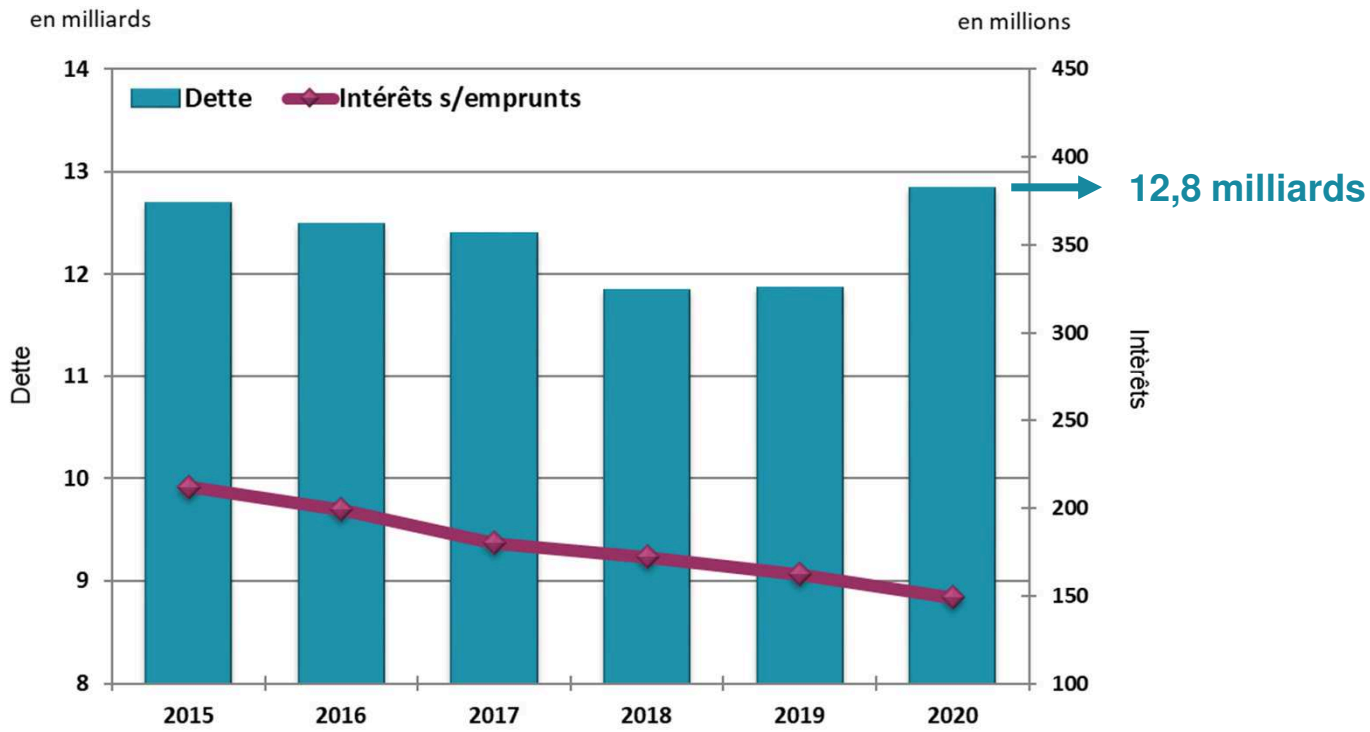
Investissements ralentis



Mobilité
Formation
Santé
Sécurité et population
représentent
72%
des dépenses

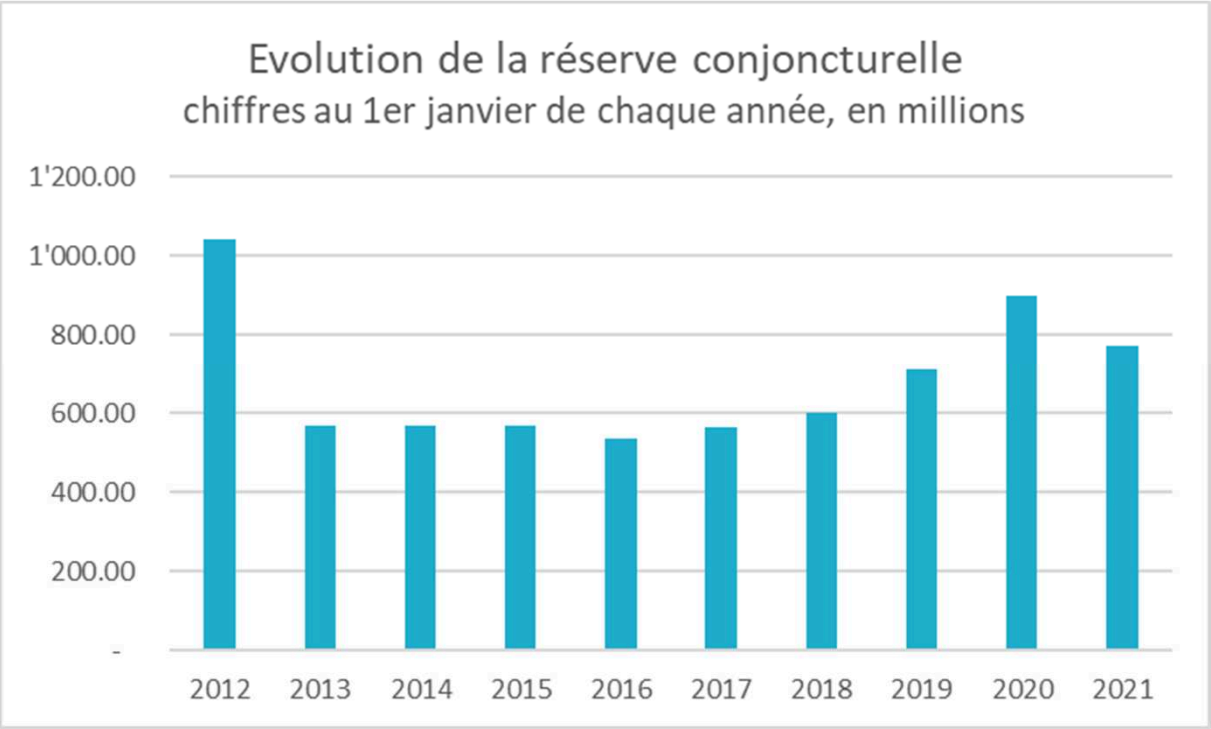
- Dépenses d'investissement de 534 millions (-62 millions par rapport à 2019), avec un taux de réalisation de 73%
- Retards ou reports de certains projets (mobilité, bâtiments) en grande partie dus aux effets de la crise sanitaire

Evolution de la dette



- **Versement de 1.1 milliard aux caisses de prévoyance**
- **Taux d'intérêts toujours bas :** charge d'intérêt limitée à 148 millions et taux moyen de la dette 1.2%
- **Les opérations pour compte de tiers** ont permis de limiter la hausse de l'endettement (impôts collectés pour des tiers, comptes courants, caisse centralisée)

Evolution de la réserve conjoncturelle



- Réserve conjoncturelle de 898 millions au 1er janvier 2020
- Déficit autorisé pour 2020 de 372 millions, mais déficit final de 498 millions
- Ce supplément de déficit est imputé à hauteur de 126 millions sur la réserve conjoncturelle, qui s'élève à 772 millions au 31 décembre 2020

Conclusion

- **Bonne maîtrise des charges hors COVID**
- **Des revenus supplémentaires qui limitent le déficit**
- **Coût des réformes conforme aux estimations**

- **Coût de la crise sanitaire, économique et sociale**
- **Augmentation de la dette,** mais uniquement à hauteur de la recapitalisation de la CPEG
- **Déficit structurel qui persiste et qui risque d'être amplifié par la crise → contenir l'augmentation des charges de fonctionnement de l'Etat**

Questions…